

Pour le président du Ghana, résoudre la crise libyenne est une priorité

Nana Akufo-Addo réitère sa volonté de mettre fin au franc CFA et d'affranchir son pays du Fonds monétaire international

TV5MONDE | Le Monde

La menace terroriste sur l'Afrique occidentale est le plus gros défi que nous avons dans toute la région», estimait le président de la République du Ghana, Nana Akufo-Addo, vendredi 15 février, quelques heures avant qu'un attentat dans l'est du Burkino Faso coûte la vie à un prêtre espagnol et quatre douaniers burkinabés.

Interrogé par TV5 Monde, RFI et Le Monde pour l'émission « Internationales », le président du Ghana, pays pour l'heure épargné par les attentats, déclare urgent de « trouver les moyens sécuritaires, militaires et politiques de réduire cette menace ». Reprenant le carnet de route défini le 11 février par le nouveau président de l'Union africaine, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi,

M. Akufo-Addo a rappelé : « Tant que nous ne serons pas parvenus à résoudre la crise libyenne, ce sera difficile pour nous de faire en sorte que les djihadistes basés au Mali ou au Nigeria baissent les armes. »

En attendant des avancées en ce sens, il estime que « le partenariat avec des pays comme la France et plus largement l'Europe est extrêmement important pour essayer de stabiliser cette zone ».

S'il approuve cette politique, M. Akufo-Addo est en revanche moins en phase sur les questions monétaires. Farouche partisan d'une monnaie commune à l'Afrique de l'Ouest, qui signerait la fin du franc CFA, il attend des avancées rapides et table sur 2020 pour obtenir des avancées sur ce sujet « déjà plusieurs fois repoussé ». Une fois dépassés les « problèmes structurels » dans lesquels il inclut les relations entre la Banque de

Le Ghana a conclu avec Pékin un marché « bauxite contre construction » de 2 milliards de dollars

France et le CFA, il mise en effet sur la « création d'un marché plus vaste » qui assurera un élargissement des débouchés nationaux.

Cet ex-avocat des droits de l'homme, arrivé le 7 janvier 2017 à la tête de ce petit pays de 28 millions d'habitants, s'est illustré par sa volonté de se passer du Fonds monétaire international. Il estime « important que la population ait le sentiment de décider de

son avenir sans être dépendante d'une tutelle ». M. Akufo-Addo espère voir son pays se métamorphoser « comme cela s'est fait en Asie il y a plusieurs décennies ». Pour cela, il table sur l'application de son programme de campagne visant à redonner « confiance au secteur privé, aux investisseurs ». Même si, à mi-mandat, les critiques se multiplient.

En dépit des reproches récurrents adressés à la Chine pour son surendettement de l'Afrique, le Ghana a conclu avec Pékin, à l'été 2018, un accord sur 2 milliards de dollars. Ce marché a été qualifié d'« accord de troc » par l'opposition, puisque en retour de la construction d'infrastructures et de logements, la Chine sera payée en bauxite. M. Akufo-Addo s'en défend, estimant avoir pris garde à vendre « de la bauxite transformée » et à ce que ce travail soit ef-

fectué par des Ghanéens. De même, interrogé sur les velléités de l'Allemagne de trouver à Accra un débouché pour ses automobiles, le chef de l'Etat a confirmé qu'il allait bien construire une usine d'assemblage de Volkswagen, mais que dans un second temps les véhicules seraient fabriqués sur place.

Croissance record

En 2016, sa campagne électorale a été marquée par le leitmotiv de l'industrialisation du pays, clé de voûte de son plan de modernisation. M. Akufo-Addo s'était même engagé à bâtir une usine dans chacun des 266 districts du pays. Aujourd'hui, il reconnaît ignorer si les autorités parviendront à ce chiffre, mais rappelle que « 44 [usines] ont déjà ouvert, hors de la sphère de l'Etat ». « Si l'on regarde plus spécifiquement le programme de campagne, 84 usines sont en cours », a-t-il ajouté.

M. Akufo-Addo, 74 ans, a annoncé qu'il décidera en début d'année prochaine s'il est candidat à un deuxième mandat en 2021. Son pays, qui a enregistré une croissance record de 6,2 % en 2018, présente un fort potentiel, même si toutes les réformes n'ont pas été conduites. Les réserves pétrolières sont évaluées à 5 ou 7 milliards de barils, le Ghana est le deuxième producteur de cacao après la Côte d'Ivoire et un important exportateur d'or.

Cela ne l'empêche pas de compter un quart de sa population sous le seuil de pauvreté, et d'avoir été épinglé début 2018 par l'ONU pour la faiblesse de ses dépenses en matière de protection sociale, à 1,4 % du PIB contre 2,1 % en moyenne chez ses voisins. ■

MARYLINE BAUMARD